

LA FIN D'UN MONDE - NOTRE PLANÈTE FACE AU PÉRIL ENVIRONNEMENTAL



LA FIN D'UN MONDE (1/6) : Nos sociétés sont-elles au bord de l'effondrement ?

il y a 4 jours



LA FIN D'UN MONDE (2/6) - Trop peu, trop tard : 3 ans après, le procès de l'accord de Paris

il y a 4 jours



LA FIN D'UN MONDE (3/6) - Effondrement, nucléaire et capitalisme : entretien avec Jean-Marc Jancovici et Yves Cochet

il y a 4 jours



LA FIN D'UN MONDE (4/6) - Qui est Pablo Servigne, apôtre de l'effondrement et père de la collapsologie ?

il y a 4 jours



LA FIN D'UN MONDE (5/6) - Entre écologie et confort de vie, le paradoxe scandinave

il y a 4 jours



LA FIN D'UN MONDE (6/6) - "Les électeurs n'ont plus la croissance comme imaginaire"

il y a 4 jours

<https://www.lci.fr/sujet/la-fin-d-un-monde-notre-planete-face-au-peril-environnemental/>



□ **EFFONDREMENT** • Nos sociétés sont-elles vraiment au bord du gouffre ? Pour certains, l'effondrement du monde est irréversible. Regroupés sous le néologisme de "collapsologues", ces experts venus de tous horizons ont déjà anticipé la destruction de notre écosystème. Père de la "collapsologie", Pablo Servigne - dont nous vous dressons le portrait - appelle en tout cas à un changement radical. Le co-fondateur des Verts Yves Cochet et l'ingénieur spécialiste de la transition énergétique Jean-Marc Jancovici confrontent, eux, leurs idées dans échange passionnant.

□ **DÉRÈGLEMENT** • Les faits sont têtus : malgré les discours, les innombrables rapports scientifiques ou les appels au secours, jamais la planète n'a autant suffoqué. Trois ans après l'accord de Paris, qui figurait comme le dernier espoir de sauver notre maison commune, les résultats sont (très) loin d'être au rendez-vous. Nous nous sommes rendus en Suède, où derrière la vitrine écolo et des politiques incitatives, les habitudes de consommation demeurent ravageuses...

□ **DÉNOUEMENT** • Finalement, une question domine toutes les autres : le désastre annoncé peut-il encore être évité ? Nous avons posé la question au philosophe Dominique Bourg, directeur du conseil scientifique de la Fondation pour la nature et l'homme (ex-Fondation Nicolas-Hulot), qui revient sur les origines de notre modèle de développement destructeur et entrevoit la manière d'en sortir à temps

Nos journalistes Alexandre Decroix, Michel Véron, Matthieu Jublin et Matthieu Delacharlery se sont intéressés à ce courant de pensée appelé "collapsologie". Découvrez nos différents contenus sur ce sujet ci-dessous :

22 nov. 2018 22:58 - La rédaction de LCI





LA FIN D'UN MONDE (1/6) : Nos sociétés sont-elles au bord de l'effondrement ?

<https://www.lci.fr/planete/la-fin-d-un-monde-1-6-collapsologie-nos-societes-sont-elles-au-bord-de-l-effondrement-2101037.html>

23 nov. 2018 09:05 - Michel Véron

COLLAPSOLOGIE – En raison du dérèglement climatique et de l'épuisement inéluctable de nos ressources naturelles, la collapsologie - un courant de pensée qui tente d'examiner l'état de la planète - prédit un effondrement de nos sociétés industrielles d'ici quelques années. Une vision angoissante de l'avenir qui va jusqu'à poser la question de la survie de l'homme sur Terre. Explications.

A quoi ressemblera le monde dans 10, 20 ou 30 ans ? Vaste question sur laquelle chacun sera libre de projeter sa propre vision de l'avenir. Néanmoins, compte-tenu du dérèglement climatique et ses conséquences désastreuses, de l'érosion plus qu'alarmante de la biodiversité et de l'accroissement démesuré des inégalités à l'échelle mondiale, il est bien difficile, pour ne pas dire impossible, d'apporter une réponse réjouissante à cette interrogation.

Depuis plusieurs années, certains écologistes prétendent même que le pire est à prévoir. Que nos sociétés vivent sans doute leurs derniers instants de confort et d'insouciance avant d'être prochainement rattrapées par une réalité que l'on refuse

pour l'instant d'entrevoir. En 2002, lors du IV^e sommet de la Terre à Johannesburg, Jacques Chirac avait prononcé cette phrase restée célèbre : "Notre maison brûle et nous regardons ailleurs". Ce constat, déjà partagé à l'époque, est malheureusement toujours d'actualité.

Fondamentalement, rien ou presque n'a été fait pour éteindre l'incendie et c'est pourquoi la situation est encore plus grave aujourd'hui, si l'on se fie aux recherches et aux données sur l'état de la planète, unanimement catastrophistes. C'est sur la base de ce terrible diagnostic qu'est née la collapsologie. Ce néologisme, créé à partir du verbe anglais *to collapse* (qui signifie s'effondrer), désigne un courant de pensée qui juge inévitable l'effondrement de nos sociétés tel que nous les connaissons.

Une Terre au bord de la rupture

A travers une approche transdisciplinaire qui va de l'économie à la biologie en passant par la psychologie, la collapsologie cherche à examiner l'état du monde, des modifications profondes actuellement en cours et les conséquences de celles-ci. Inventé "avec une certaine autodérision" par les chercheurs Pablo Servigne et Raphael Stevens, le terme de collapsologie ne fait pas l'unanimité au sein de cette communauté dans laquelle gravitent beaucoup de chercheurs. Ceci dit, en dépit de ce petit désaccord sémantique, tous sont d'accord pour considérer que nos sociétés, et en particulier les dirigeants politiques, ne prennent pas la mesure du péril qui nous menace.

Pour mesurer l'état de santé de la planète, une équipe de chercheurs internationaux a forgé en 2009 la notion de "limites planétaires". Il s'agit d'indicateurs à ne surtout pas dépasser pour que "le système Terre ne bascule dans un état très différent (de l'actuel), probablement bien moins favorable au développement des sociétés humaines". Leur étude publiée à l'époque dans la revue *Nature* [a été actualisée en 2015](#). Et sur les 9 indicateurs proposés (dont 6 seulement sont mesurables), 4 ont déjà franchi un seuil dramatique (augmentation de la température terrestre, chute brutale de la biodiversité, perturbation des cycles biogéochimiques de l'azote et du phosphore et modification de l'usage des sols).

Quand l'Anthropocène remplace l'Holocène

Autrement dit, les activités humaines depuis la révolution industrielle sont telles qu'elles sont parvenues à bouleverser les cycles naturels de la Terre, qui évoluent traditionnellement sur une échelle de temps extrêmement longue. Depuis environ 11.000 ans, notre planète est entrée dans une époque géologique baptisée l'Holocène. Celle-ci se caractérise en particulier par un adoucissement du climat qui a favorisé le développement des civilisations humaines.

Or, c'est précisément cet équilibre qui est aujourd'hui menacé. A tel point que certains scientifiques estiment qu'en raison des bouleversements systémiques actuellement observés, nous serions entrés dans une nouvelle époque géologique, baptisée

l'Anthropocène. Et personne ne peut dire si l'Homme est véritablement prêt à supporter une telle évolution de la planète.

Dans ces conditions, la question de la survie de nos sociétés modernes se pose frontalement. D'autant que nous allons prochainement faire face à un autre problème, de taille lui aussi, celui de la raréfaction progressive des énergies fossiles. Il est d'ailleurs impossible de ne pas relier ces deux difficultés. Car si nous en sommes là, c'est bien à cause de notre effrayante capacité à puiser les ressources naturelles de la planète pour les convertir en énergie. Si cela a permis un développement sans précédent de nos sociétés et une modification profonde de nos modes de vie (par rapport à tous nos ancêtres), une douloureuse facture se profile.

Edouard Philippe, collapsologue ?

Cela fait plusieurs décennies que certains esprits éclairés tirent la sonnette d'alarme. Citons par exemple le rapport Meadows (1972) qui prédit un probable effondrement de nos sociétés industrielles pour la première moitié du XXI^e siècle si un frein n'est pas mis à notre modèle de développement. Ou encore la publication de Principe responsabilité du philosophe allemand Hans Jonas (1979, traduit en français en 1991) qui s'inquiétait de la capacité des hommes à garantir un monde sain aux générations futures.

D'autres ouvrages ont suivi comme celui du biologiste et géographe américain Jared Diamond, *Collapse* (2005), devenu l'une des bibles des collapsologues. En comparant la manière dont plusieurs sociétés ont disparu, l'auteur en conclut que l'incapacité à s'adapter à son environnement entraîne un effondrement inéluctable des sociétés, y compris des plus robustes. La thèse de ce livre, qui a connu un succès international, est allée jusqu'à convaincre Edouard Philippe du risque d'effondrement qui plane sur le monde. "Cette question est assez obsédante, elle me taraude beaucoup plus que certains peuvent l'imaginer", a avoué le Premier ministre en juillet dernier lors d'un Facebook live en compagnie de Nicolas Hulot, qui était encore ministre de la Transition écologique.

Quand Edouard Philippe et Nicolas Hulot évoquent *Collapse*, le livre de Jared Diamond :



<https://www.youtube.com/watch?v=j4sYh9WWwYA>

Une confession qui n'a cependant pas empêché [Nicolas Hulot de démissionner avec fracas fin août](#). Au micro de France Inter, l'ancien animateur d'Ushuaïa expose son désarroi devant la France entière. "Je ne comprends pas que nous assistions à la gestation d'une tragédie bien annoncée dans une forme d'indifférence. La planète est en train de devenir une étuve, nos ressources naturelles s'épuisent, la biodiversité fond comme neige au soleil. [...] Et on s'évertue à entretenir voire à réanimer un modèle économique marchand qui est la cause de tous ces désordres".

Déni ou résilience

Avant de partir, Nicolas Hulot a dit espérer que son départ provoque "une profonde introspection de notre société sur la réalité du monde". Un message reçu cinq sur cinq par l'astrophysicien Aurélien Barrau. Ce spécialiste des trous noirs, jusqu'ici très peu connu, a depuis pris son bâton de pèlerin pour rappeler à ses semblables que notre passivité était un crime contre nous-même.

A l'origine [d'une tribune dans Le Monde signée par 200 personnalités](#) appelant à un sursaut écologique, il s'est surtout distingué en septembre dernier lors d'une conférence à Bordeaux. Son vibrant appel à "harceler le pouvoir politique" afin de **considérer l'écologie comme la priorité des priorités** a beaucoup tourné sur les réseaux sociaux.



<https://www.youtube.com/watch?v=H4wjc4FHpNY>

Durant quelques semaines, Aurélien Barrau [a parcouru les médias](#) pour tenter de secouer une opinion publique apathique et une classe politique aveuglée par des intérêts court-termistes. Parallèlement, des initiatives ont émergé ici ou là pour éveiller les consciences, à l'instar de la campagne ["On est prêts"](#) lancée par une soixantaine de Youtubeurs.

Selon les collapsologues, deux chemins s'offrent désormais à nos sociétés : **soit celui du déni et de l'inaction, auquel cas la chute sera terrible, soit celui de l'anticipation et de la résilience**. Autrement dit, faire le deuil d'un modèle économique consumériste et énergivore pour inventer un autre monde. Si cela est (encore) possible...



LA FIN D'UN MONDE (2/6) - Trop peu, trop tard : 3 ans après, le procès de l'accord de Paris

<https://www.lci.fr/planete/la-fin-d-un-monde-2-6-collapsologie-trop-peu-trop-tard-3-ans-apres-le-proces-de-l-accord-de-paris-2101970.html>

ENVIRONNEMENT - Victoire diplomatique sans résultats concrets, objectifs ambitieux sans mise en oeuvre contraignante... Trois ans après sa signature, l'accord de Paris montre ses faiblesses.

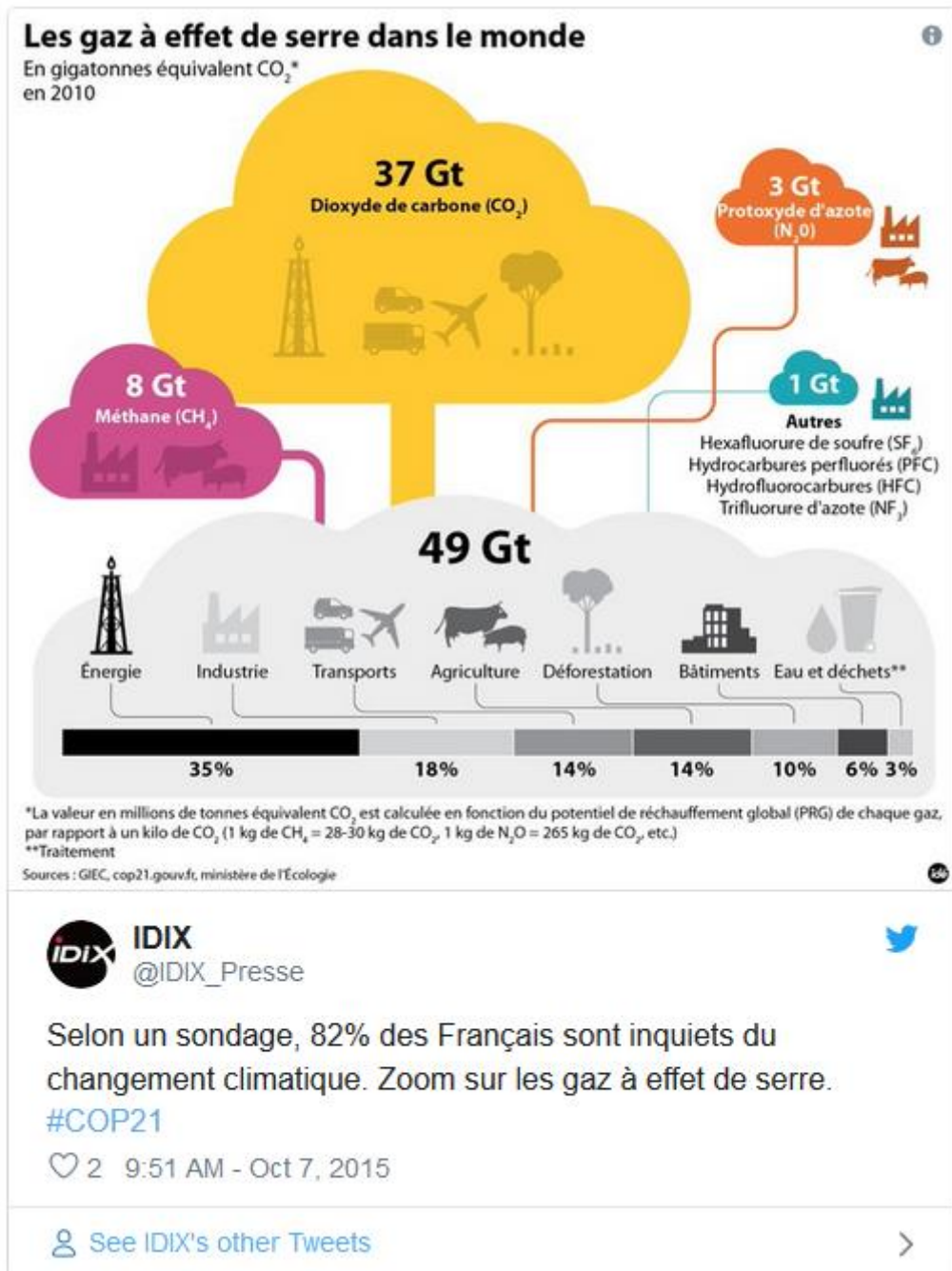
23 nov. 2018 09:04 - Matthieu Jublin

C'est ce qui s'appelle jeter un froid. En novembre 2017, en pleine COP23 à Copenhague, une étude du "Global carbon project", publiée dans plusieurs revues scientifiques, prévoyait que les émissions de dioxyde de carbone (CO₂) avaient de nouveau augmenté sur l'année, après 3 ans de stabilité.

"Le monde n'a donc pas atteint son 'pic' d'émissions", avaient alors affirmé les auteurs de l'étude, confirmés plus tard dans leurs prévisions par le dernier rapport de l'Agence américaine d'observation océanique et atmosphérique (NOAA). Ce rapport indique que la concentration atmosphérique en CO₂ a atteint une moyenne record de 405 parties par million (ppm) en 2017. Du jamais vu depuis... 800.000 ans.

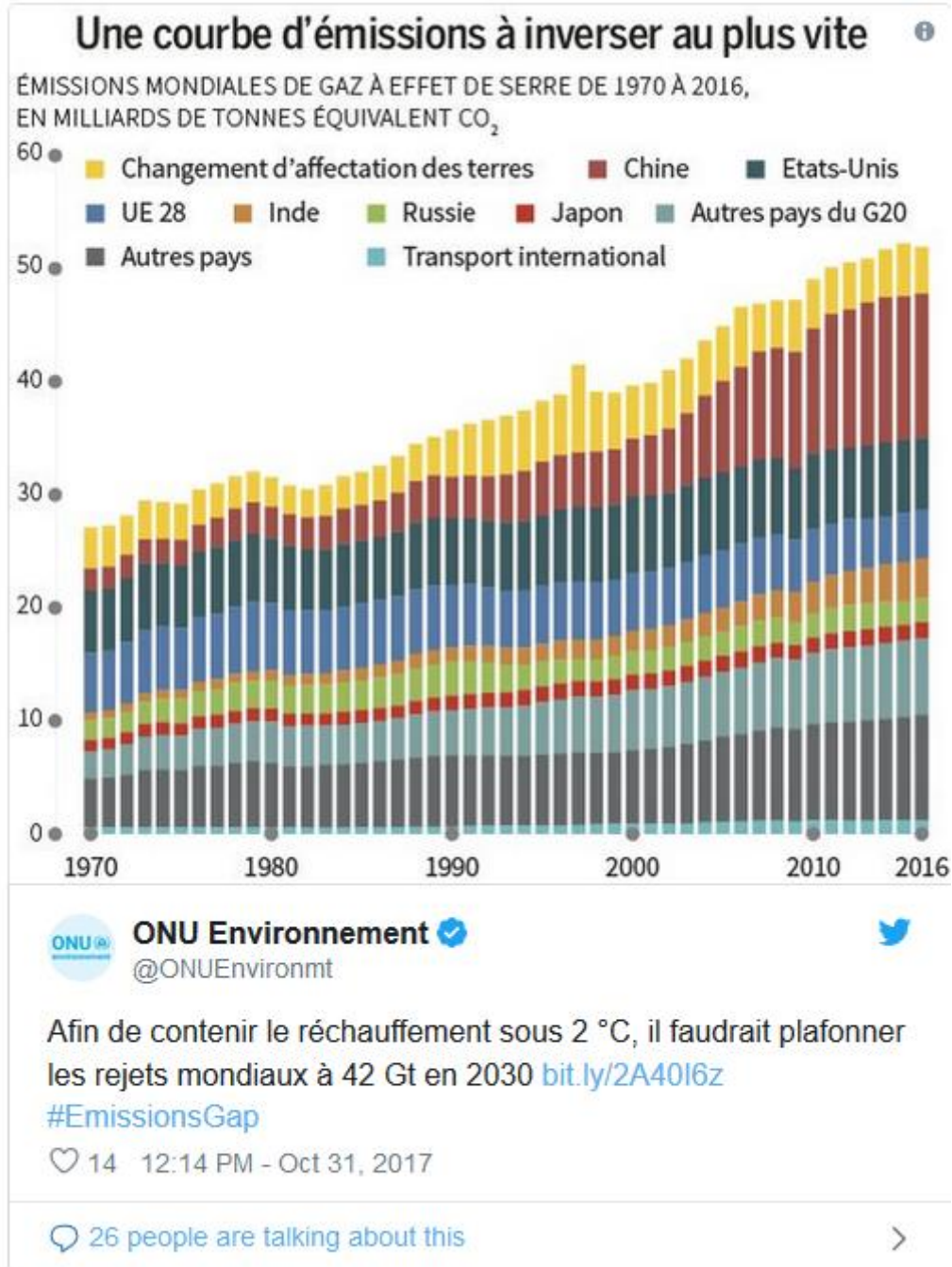
Plus de croissance, plus d'énergie, plus de CO2

Le CO2 représente les trois quarts des émissions de gaz à effet de serre (GES) et s'impose comme le principal responsable du réchauffement climatique. Cette même année 2017 a été la seconde ou la troisième année la plus chaude depuis le début de l'ère industrielle, et même la plus chaude en l'absence du phénomène El Nino, ajoutent les météorologistes américains.



Ce regain d'émissions de CO2 a été principalement tiré par la croissance chinoise. En effet, la production énergétique du pays reste complètement dépendante du charbon, malgré ses investissements dans les énergies renouvelables. Mais en France aussi, les émissions de gaz à effet de serre ont fortement augmenté avec le retour de la

croissance : +3,2% en 2017. Le pays décroche déjà par rapport à son objectif de réduction des émissions de GES de -40% d'ici 2030, alors que la production d'électricité en France ne génère que très peu de carbone, contrairement à la Chine.



Voilà où en est le monde près de 3 ans après la signature de l'accord de Paris. Le tableau n'a pas changé : la croissance de l'activité continue de générer toujours plus de gaz à effet de serre, car l'énergie nécessaire au système productif dépend toujours très majoritairement du charbon et des hydrocarbures.

Le 12 décembre 2015, pourtant, 195 nations de l'ONU avaient approuvé l'accord de Paris. Ils s'engageaient alors devant les caméras du monde à contenir d'ici à 2100 le réchauffement climatique "bien en dessous de 2 °C par rapport aux niveaux préindustriels" et même à "poursuivre les efforts pour limiter la hausse des températures à 1,5 °C". L'accord fixe également le plancher de l'aide climatique aux pays en développement à 100 milliards de dollars par an pour accélérer leur transition énergétique.

Pourquoi l'accord de Paris n'est-il pas réellement contraignant

Pour atteindre ses objectifs, l'accord de Paris n'a pas fixé d'objectifs individuels : chaque pays doit lui-même établir ses propres objectifs, les mettre en œuvre, et les réviser à la hausse tous les cinq ans. "C'est l'environnement global des objectifs qui est légalement contraignant, pas les objectifs en eux-mêmes", expliquait alors l'envoyé spécial des Etats-Unis à la COP21, Todd Stern. De même, l'accord ne prévoit pas de mécanisme de sanctions dans le cas où les États ne respectent pas leurs objectifs, mais préfère miser sur la pression de l'opinion publique.

"La règle du 'name and shame' fait office de punition et peut encourager les Etats à respecter leurs promesses. Sans quoi, la déception de la société civile face à un accord de Paris qui ne serait pas respecté pourra se traduire par une judiciarisation des questions climatiques, et des condamnations des Etats par des juges nationaux", analysait quant à lui Laurent Neyret, professeur de droit à Versailles spécialiste de l'environnement, dans *Le Monde*.

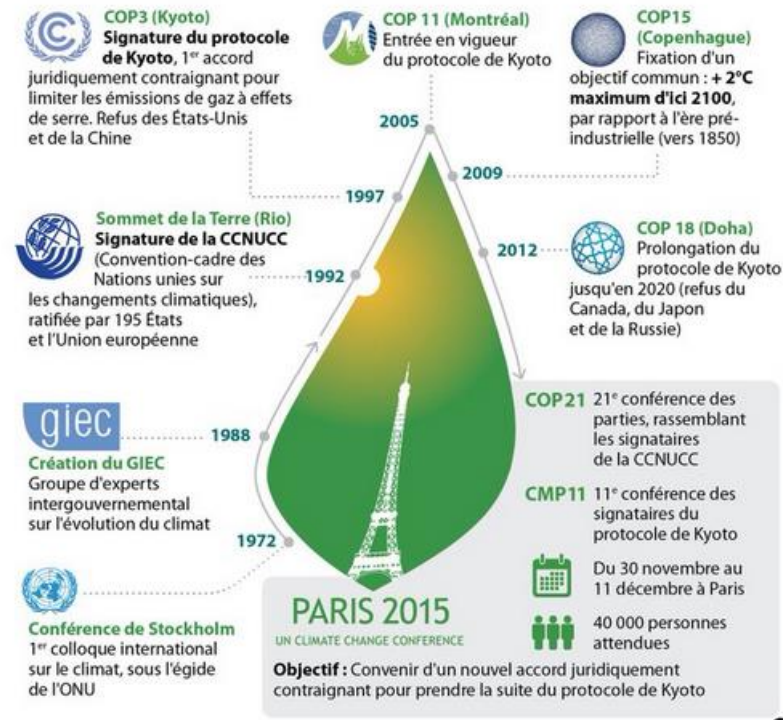
Une approche opposée à celle du protocole de Kyoto, signé en 1997 et entré en vigueur en 2005. Ce dernier visait à réduire d'au moins 5%, entre 2008 et 2012, les émissions de gaz à effet de serre par rapport aux niveaux de 1990. Pour cela, seuls les pays développés s'étaient imposés des objectifs contraignants de réduction de GES. Ce fut un échec, car les émissions de GES des pays émergents, notamment la Chine, ont explosé au tournant du siècle, ce qui a offert aux États-Unis une raison de ne pas ratifier le protocole en 2005. Quant au Canada, il en est sorti en 2011, pour ne pas payer les pénalités financières liées au non-respect des engagements.

Pointer du doigt les mauvais élèves... dans une classe remplie de mauvais élèves

L'accord de Paris veut donc pointer du doigt les mauvais élèves, mais que peut-il faire s'il n'y a que des mauvais élèves, ou presque, dans la classe ? Quand l'opinion publique n'est pas acquise à l'écologie, le "name and shame" perd de sa force. C'est le cas de l'électorat de Donald Trump, qui n'a pas reproché à celui-ci d'être sorti de l'accord. Quant au Premier ministre australien, il a renoncé à transposer dans la loi les objectifs de réduction de GES liés à l'accord de Paris, car une partie de sa majorité s'y opposait à l'approche des élections nationales.

Dans l'Union européenne également, les engagements pris dans le sillage de l'accord ne sont pas respectés. L'ONG Climate action network rappelle dans un rapport qu'aucun pays de l'UE n'a respecté ses propres objectifs. À l'échelle des 27, les émissions de GES baissent, mais pas suffisamment.

Climat : les grandes étapes de la concertation internationale

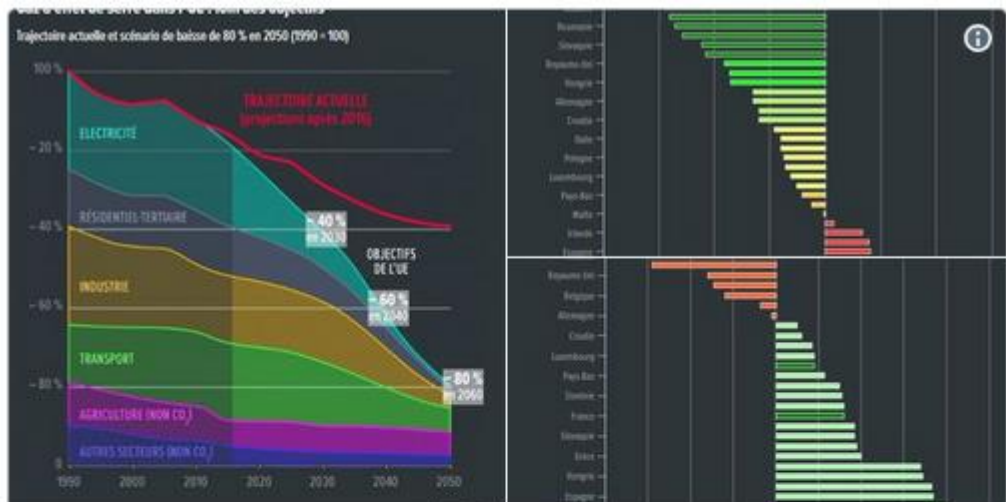


IDIX
 @IDIX_Presse

Ce 30 novembre démarre à #Paris la #COP21 sur le climat. Rappel des grandes dates. #ParisClimateConference

2 9:43 AM - Nov 30, 2015

See IDIX's other



Alter Eco Alternatives Économiques
 @AlterEco_

Nicolas #Hulot a raison : comme nos voisins européens, nous n'avons pas commencé à vraiment réduire nos émissions de gaz à effet de serre. Et notre objectif s'éloigne dangereusement. frama.link/Jud2ZhRo #Data

83 4:44 PM - Aug 29, 2018

102 people are talking about this

La même déception prévaut concernant l'aide climatique aux pays pauvres. L'accord de Paris fixait l'aide climatique aux pays du sud à 100 milliards de dollars par an minimum, et prévoyait qu'un nouvel objectif devait être fixé "d'ici 2025". Sauf que le cumul des engagements déjà annoncés sont très loin de cette somme. Selon une estimation de l'OCDE en 2016, les aides publiques atteindront 67 milliards annuels en 2020. Face à ce manque de suivi, deux éditions du "One Planet Summit" ont eu lieu à Paris puis à New York, afin d'obtenir des engagements financiers d'acteurs privés ou publics.

Même s'ils étaient respectés, les engagements ne suffiraient pas

Pour enfoncer le clou, les objectifs affichés de réductions d'émissions de GES ne suffiraient pas à atteindre l'objectif collectif de limitation du réchauffement à 2°C. Selon plusieurs prévisions - notamment celles du climatologue Jean Jouzel ou du Programme des Nations unies pour l'environnement - le respect des engagements déjà pris entraînerait la terre vers un réchauffement d'environ 3°C, sachant que le réchauffement à ce jour est d'un peu plus d'1°C par rapport aux niveaux pré-industriels.

En 2017, un article publié dans la revue Nature Climate Change a estimé à 5 % la probabilité de limiter le réchauffement climatique à 2°C d'ici 2100, et à 1% la probabilité d'atteindre l'objectif de 1,5 °C. D'où le procès en crédibilité de l'accord de Paris, tant ses objectifs paraissent inatteignables compte tenu des efforts actuels.

Dès la signature de l'accord, ces critiques étaient connues de tous. Le pari de ce succès diplomatique reposait sur la capacité des populations de chaque pays à exercer une pression suffisante sur leurs gouvernants, afin qu'ils se donnent les moyens de leurs ambitions. Force est de constater que cette pression n'a pas effrayé grand monde.



LA FIN D'UN MONDE (3/6) - Effondrement, nucléaire et capitalisme : entretien avec Jean-Marc Jancovici et Yves Cochet

<https://www.lci.fr/planete/la-fin-d-un-monde-3-6-collapsologie-effondrement-nucleaire-et-capitalisme-entretien-croise-entre-jean-marc-jancovici-et-yves-cochet-2101969.html>

INTERVIEW CROISÉE - Yves Cochet et Jean-Marc Jancovici tentent depuis de nombreuses années de sensibiliser l'opinion sur la crise climatique et énergétique à venir. À partir de ce constat partagé, ils débattent pour LCI des causes et des conséquences de cet effondrement qu'ils ont prédit.

23 nov. 2018 09:03 - Matthieu Jublin

Ils pensent tous deux que le monde se dirige vers une grave crise énergétique et climatique. Ils pensent aussi que la décroissance, voulue ou non, est notre horizon. Scientifiques de formation, Yves Cochet et Jean-Marc Jancovici tentent depuis de nombreuses années d'alerter sur l'impasse dans laquelle nous mène notre modèle de développement. Pour LCI, ils discutent ensemble des causes et des conséquences de cet effondrement qu'ils ont prédit.

Mathématicien et enseignant, Yves Cochet a cofondé les Verts en 1984 puis exercé plusieurs mandats de député et de député européen entre 1989 et 2014. Ministre de l'Écologie du gouvernement Jospin en 2001-2002, il préside désormais l'institut Momentum, un cercle de réflexion sur l'effondrement, la transition et la décroissance. Il est le premier responsable politique national à avoir popularisé ces questions.

Ingénieur et polytechnicien, Jean-Marc Jancovici a cofondé le cabinet Carbone 4, qui aide les entreprises à opérer une transition post-énergies fossiles. Il est également enseignant, auteur, conférencier et chroniqueur. Membre de la Fondation Nicolas-Hulot en 2001, il a participé à l'élaboration du Pacte écologique et du Grenelle de l'environnement en 2007. Il préside désormais notamment le think-tank The Shift Project, consacré à la transition énergétique.

LCI : Partons du constat qui est aujourd'hui acté par tous, et qui est illustré par le récent rapport du GIEC : notre mode de vie va changer de gré ou de force, notamment à cause de la raréfaction des ressources. Jean-Marc Jancovici, vous l'exprimez comme ceci : la planète ne peut pas tenir si 7 milliards d'humains ont le niveau de vie d'un smicard français.

Jean-Marc Jancovici : D'abord, je dis que notre mode de vie a déjà commencé à changer, et de force ! Ensuite j'ai effectivement dit que l'indicible politique dans cette histoire, c'est qu'on ne peut matériellement pas fournir – et encore moins durablement – à 7,5 milliards de terriens le même niveau de consommation qu'un smicard français.

LCI : Une fois qu'on a dit ça, comment peut-on espérer préserver un niveau de confort minimal à l'avenir ?

JMJ : Si l'on se demande comment préserver quelque chose qu'on ne peut pas préserver, on a déjà la réponse... La question à laquelle je peux répondre, c'est : que peut-on préserver de façon durable pour 7 milliards d'individus ? Si l'on ne mange pas trop de viande, on peut probablement préserver l'alimentation, car l'essentiel des surfaces végétales servent actuellement à nourrir les animaux. Mais notre modèle devra s'adapter, car l'agriculture actuelle est une agriculture "minière" qui doit extraire de la potasse ou du gaz pour fabriquer les engrais et qui provoque une érosion des sols. Les rendements actuels en Occident sont permis par les engrais, les tracteurs et les phytosanitaires, donc par les hydrocarbures, et ce n'est pas durable.

Ensuite, on ne pourra pas préserver la mobilité motorisée actuelle. Il y a 1 milliard de voitures aujourd'hui dans le monde, et même si elles ne consommaient que 2 litres aux 100 km, contre 6 à 8 actuellement, c'est encore trop pour durer un siècle. On ne pourra pas non plus toutes les faire fonctionner à l'électricité, car l'appel de puissance électrique ne pourra pas suivre, ni la fourniture de matériaux nécessaires à la construction des batteries. On pourra probablement garder la quantité actuelle de bâtiments, mais ce sera compliqué de la tripler ou d'y maintenir tout le confort énergétique.

Enfin, on ne pourra pas produire autant de biens manufacturés qu'aujourd'hui, ce qui revient à dire que le prix réel de ces biens (donc le temps de travail nécessaire pour les acheter) va augmenter. Prenons l'exemple des vêtements. Ma grand mère était couturière à une époque où, quand on avait un trou à la manche de sa chemise, on cousait une pièce dessus car l'achat d'un vêtement demandait un prix réel beaucoup élevé qu'aujourd'hui. Dans un monde sobre, on reviendra à cela. Le t-shirt à 5 euros

en soldes, ce sera terminé. Même chose pour le jouet en plastique qu'on offre au petit dernier et dont il se sert deux fois.

Quand je dis que 7 milliards d'humains ne peuvent pas vivre comme un smicard français, ce n'est pas pour être méprisant. C'est parce que les chiffres montrent que le monde qui nous attend ne sera pas un monde d'abondance. C'est terriblement déstabilisant car ça va à l'encontre de l'idée d'une progression matérielle continue et sans problèmes.

LCI : Yves Cochet, vous partagez ce constat, et vous avez été l'un des premiers élus à tenir ce discours. Comment ont réagi les gens quand vous leur annoncez ce monde-là ?

Yves Cochet : Je partage effectivement ce constat. On peut dire malheureusement que jamais les Chinois, les Indiens, les Africains ou les Sud-américains ne vivront comme les Européens de 2018, à cause de la raréfaction de l'énergie et des matières premières. Une fois qu'on dit ça, l'impasse politique est totale. Malgré quelques petites prises de conscience récentes - la démission de Nicolas Hulot, le rapport de Giec ou les sécheresses estivales - je pense que ce déni perdurera jusqu'à la fin et qu'il n'y aura pas de transition facile. La grande loi de transition énergétique de Ségolène Royal n'est pas appliquée et comporte des tares rédhibitoires, tout comme l'accord de Paris. Après 23 ans de politique professionnelle, je constate que les seules solutions proposées sont : plus de croissance, plus de technologie, plus de marchés. C'est une pure folie.

LCI : Pour vous aussi, Jean-Marc Jancovici, ce déni perdurera

JMJ : J'ajouterais d'abord qu'avec le traité de Lisbonne, l'UE se retrouve probablement avec la seule Constitution au monde qui impose une recherche de "la croissance". J'ajouterais aussi que le nouveau "prix Nobel" d'économie, William Nordhaus, s'est fait connaître en attaquant Dennis Meadows [le premier physicien et économiste à avoir travaillé sur les limites physiques de la croissance, ndlr], et en critiquant la lutte contre le réchauffement parce que, selon lui, elle n'est pas rentable ! Comme on peut le lire dans le livre "Des marchés et des dieux" du journaliste Stéphane Foucart, l'économie fonctionne comme une religion, car elle part de professions de foi non démontrées, et a besoin d'un clergé. Les principes dominants en économie - qui sont vieux de deux siècles - se basent entre autres sur une "fonction d'utilité", qui ne s'observe nulle part et qui n'est pas quantifiable... Comme le concept de "dieu" ! Le déni ne cessera pas avant de très gros ennuis car on a inventé un système de pensée qui n'est pas confrontable au réel.

LCI : Cette théorie économique et cette Constitution européenne sont-elles finalement les composantes de ce qu'on appelle le capitalisme ?

JMJ : Ce n'est pas propre au capitalisme. La pensée communiste excluait également l'environnement, et les soviétiques étaient tout aussi productivistes et "destructeurs de la planète".

LCI : Alors comment définir notre système économique ? Peut-on parler d'économie "extractiviste" ?

YC : D'économie extractiviste en croissance, avec le mythe du progrès continu et indéfini. En bref, le libéral-productivisme.

LCI : Ce système économique actuel est aussi caractérisé par la concurrence. Cette concurrence ne peut-elle pas devenir un obstacle à la transition écologique ?

JMJ : L'ennemi de la transition écologique, c'est tout ce qui raccourcit l'horizon de temps, et tout ce qui empêche la prise en compte de l'environnement dans le raisonnement économique et social. Or, la concurrence et la financiarisation raccourcissent l'horizon de temps. Dans une société cotée en bourse, le long terme c'est trop souvent 6 mois, tandis que les actions de lutte contre le réchauffement se pensent à un horizon de 30 ans, voire d'un ou deux siècles. Quand l'action de votre entreprise est en concurrence avec l'action du voisin, vous êtes tétanisé à l'idée de perdre en productivité. D'ailleurs, les grandes réalisations françaises, comme les fortifications de Vauban, le système ferroviaire ou hospitalier, n'auraient pas pu se faire dans un contexte de concurrence. Aujourd'hui, nous avons décidé de faire de la concurrence l'alpha et l'oméga de la construction européenne, mais c'est une erreur que nous allons payer cher.

LCI : Yves Cochet, vous avez été élu européen. Comment changer ce cadre économique qui empêche la transition écologique ?

YC : C'est très difficile dans le cadre européen, parce que l'idéologie libérale-productiviste est profondément ancrée et parce qu'on manque d'une idéologie de remplacement vue comme crédible par tout le spectre de l'opinion. Je pense qu'on va vers le pire car, pour comprendre les effets de l'effondrement, il faut que nos dirigeants et nous-même soyons touchés dans notre chair par ceux-ci. Il ne suffit pas de lire un article ! Il faut le vivre concrètement à travers nous-mêmes et nos enfants. Quand ce sera le cas, il sera trop tard, car l'état politique de l'Europe se sera déjà dégradé.

LCI : Ne pensez-vous pas qu'au moment de cet effondrement, les dirigeants et les plus riches parviendront à conserver leur confort et leurs intérêts ?

Y.C : Je pense qu'au moment de l'effondrement, **qui interviendra pour moi plutôt avant 2030 qu'avant 2050**, les riches ne pourront pas s'isoler du reste de la population et continuer comme si de rien n'était. **Dans cet effondrement rapide, qui peut intervenir en quelques mois, peut être que seule l'armée tiendra plus longtemps car elle dispose de stocks d'à peu près tout : essence, nourriture, etc.** Mais pas Emmanuel Macron ou Bernard Arnault, qui sont trop dépendants de l'économie mondiale. D'ailleurs, si l'on cherche le pays le plus résilient en Europe, je pense que c'est l'Albanie, parce que 40% de ses paysans n'ont pas de tracteur... Quand les nôtres ne pourront plus marcher, les Albanais sauront comment faire autrement.

JMJ : Si on regarde les indicateurs matériels, la décroissance a commencé en Europe en 2007. Les tonnes-kilomètre en camion, les surfaces de bâtiments construites, le nombre de séjours au ski ont atteint leur maximum historique en 2007. Ces indicateurs ont chuté jusqu'en 2014, puis légèrement remonté grâce à l'arrivée du pétrole de schiste américain qui a réalimenté le marché mondial, car davantage d'énergie, c'est davantage de machines en fonctionnement et un PIB qui remonte.

Mais la hausse actuelle du prix du baril de pétrole suggère que la hausse de la production s'essouffle. D'ailleurs, j'ai constaté que le prix du baril en monnaie locale pour de nombreux pays importateurs a déjà dépassé son niveau de 2014. **On se dirige vers une crise semblable à celle de 2008, avec des niveaux de dette équivalents voire supérieurs.**

LCI : Pensez-vous comme Yves Cochet qu'un effondrement politique précèdera l'effondrement économique ?

JMJ : Les deux vont un peu de pair. Pour moi, l'effondrement politique a déjà commencé sans qu'on le désigne comme tel. L'élection de Trump, le Brexit, les élections italiennes et même la crise en Catalogne sont selon moi des marqueurs précoces de cet effondrement, tout comme le sont les intentions de vote pour Marine Le Pen aux prochaines élections européennes. Les élites urbaines - dont nous faisons partie - ne voient pas ce qui se passe car nous calculons le PIB de telle sorte qu'il continue d'augmenter, mais une fraction croissante de la population se retrouve exclue.

LCI : Selon vous, comment cet effondrement se manifestera en France ?

JMJ : Quand un pays se retrouve en situation de contrainte énergétique, c'est à la périphérie des villes, où se concentrent les premiers perdants de l'affaire, que la désagrégation s'exprime le plus fortement. C'est dans ces zones que le vote contestataire, en faveur de gens qui veulent "casser le système", se développe le plus. Quand ces perdants seront suffisamment nombreux, il finira par se passer quelque

chose, je ne sais pas quoi. Mais ça se passera avant que tout le monde ne crève de faim.

LCI : Vous parlez de "contrainte énergétique". Quelle place accorder au nucléaire pour se préparer à une telle situation ? Vous n'êtes pas vraiment d'accord tous les deux sur ce point.

JMJ : Yves et moi avons en commun de penser que le nucléaire n'empêchera pas la chute globale. Personnellement, je ne suis ni d'accord avec les pro-nucléaires qui y voient un moyen de parer à toute pénurie, ni avec les anti-nucléaire qui exagèrent ses inconvénients techniques et sanitaires. Je pense juste que le nucléaire est un amortisseur bienvenu de la contraction : sans lui, on se cogne plus fort dans le mur, mais je ne sais pas à quel point ! Le nucléaire sert aujourd'hui à concurrencer le charbon. Or, plus longtemps on recourt au charbon dans l'électricité, plus vite on détruit le système climatique, qui a permis le développement de la civilisation. C'est donc au nom d'un arbitrage entre les risques que je souhaite avoir davantage recours au nucléaire dans les pays qui connaissent déjà cette technologie. Mais le nucléaire n'évitera pas la sobriété, qui reste le premier déterminant de ce qu'il faut faire.

YC : Contrairement à Jean-Marc, je ne pense pas que le nucléaire amortira la chute. Si je sors du raisonnement économique, le nucléaire ne peut fonctionner selon moi que dans des sociétés stables, démocratiques et très technologiques. Ces trois conditions sont nécessaires pour la gestion des déchets nucléaires, dont la radioactivité dure plusieurs dizaines de milliers d'années. Or, qui peut parier sur le fait que la France, ou l'Europe, conserve la même stabilité, le même niveau technologique et le même système démocratique dans le contexte de crise qui marquera le 21e siècle, et possiblement le 22e siècle ?

JMJ : Je suis d'accord avec Yves sur ces objections, mais si l'on se place dans le cas de figure où nos sociétés sont incapables de maintenir un niveau technologique suffisant pour conserver du nucléaire, les problèmes liés au nucléaire ne seront rien par rapport aux problèmes généraux auxquels nous serons confrontés... Dans une nouvelle d'anticipation que j'ai écrite pour L'Expansion en 2005, j'imaginai le monde en 2048 comme un régime totalitaire. Je pense en effet que **la contrainte énergétique implique le retour du totalitarisme**, car la démocratie ne sait pas gérer la rareté. Elle ne sait que gérer que la liberté pour tous, donc l'abondance. La démocratie moderne est d'ailleurs née dans des mondes en croissance, aux 17e et 18e siècles.

YC : Si l'on se retrouve dans l'instabilité, voire dans la barbarie ou le chaos, le détournement de matériaux fissiles devient une possibilité. Sachant qu'il y a plusieurs tonnes de plutonium dans le centre de retraitement nucléaire de La Hague, imaginez ce qu'entraînerait une défection des services publics comme celle qui a eu lieu aux États-Unis pendant l'ouragan Katrina. Ou ce qu'entraînerait l'arrêt du refroidissement des piscines de La Hague.

LCI : Vous travaillez tous les deux comme conseillers auprès de publics différents - des militants ou des entreprises. Que conseilleriez-vous à ceux qui ont la main sur la politique énergétique française ?

YC : Il faudrait présenter aux dirigeants un "crash program" de descente énergétique rapide. Mais quand on voit la contestation qu'a suscitée le passage aux 80 km/h, imaginez un décret qui passerait la vitesse maximale à 30 km/h en ville, 60 km/h sur route et 90 km/h sur autoroute ! Politiquement, c'est un suicide. Face à une grève des routiers et des agriculteurs, le gouvernement ne peut pas tenir. Je l'ai vu quand j'étais ministre de l'Aménagement du territoire et de l'Environnement. Et ce n'est qu'une mesure parmi cent.

LCI : Que diriez-vous à un lecteur qui vient de découvrir votre pensée ?

YC : Je lui dirais d'aller militer dans une association écologiste, il y en a plein de bonnes. Ou de lire les livres de Jean-Marc !

JMJ : Moi, je dirais plutôt : "Documentez-vous !" Je pense qu'on ne croit qu'en ce dont on s'est convaincu soi-même. Si l'on dit aux gens de passer tout de suite à l'action, sans en expliquer la justification, ils vont changer deux ampoules pour être en paix avec leur conscience et rien d'autre. Donc je dis aux lecteurs de LCI : **documentez vous sur ce défi. C'est désagréable, mais c'est passionnant.**

YC : **Et ne restez pas seul ! Discutez-en avec vos proches et votre famille. Il ne faut pas perdre l'idée de la solidarité en route.**





LA FIN D'UN MONDE (4/6) - Qui est Pablo Servigne, apôtre de l'effondrement et père de la collapsologie ?

ÉLECTROCHOC - Depuis "Comment tout peut s'effondrer", paru en 2015, ce docteur en biologie de 40 ans est présenté comme l'apôtre de l'effondrement. Ses idées infusent au sein d'une génération sensibilisée aux questions environnementales, sans pour autant avoir l'expérience des luttes écologiques passées. Portrait du père de la collapsologie.

<https://www.lci.fr/planete/la-fin-d-un-monde-4-6-qui-est-pablo-servigne-apotre-de-l-effondrement-et-pere-de-la-collapsologie-2104576.html>



<http://www.tf1.fr/embedframe/284831chuPP3r12973365>

Sa profession : collapsologue. Ou, pour le dire plus simplement, théoricien du déclin de notre civilisation. Le travail du docteur en biologie Pablo Servigne consiste à décortiquer les ressorts d'un possible effondrement de notre société fondée sur un système industriel planétaire. Non pas dans plusieurs siècles, mais de notre vivant.

Dans le remarquable *Comment tout peut s'effondrer* (Seuil, 2015), lui et son co-auteur Raphaël Stevens dépoussièrent, dans un même mouvement, des concepts issus des luttes écologiques de ces quarante dernières années et signent l'acte de naissance d'"une véritable science appliquée et transdisciplinaire" qu'ils décident alors de nommer, "avec une certaine autodérision", la "collapsologie".

Avec ses faux airs de Che Guevara de la lutte écologique, le scientifique de 40 ans est devenu la figure de proue d'un mouvement dont les idées infusent notamment au sein d'une génération sensibilisée à la cause écologique. Le mois dernier, juste après le dernier rapport alarmiste des experts du Giec, Pablo Servigne est apparu aux côtés d'une vingtaine de youtubeurs pour encourager chacun à trouver un moyen d'agir en menant des actions concrètes pour limiter le dérèglement climatique.

"C'est déjà catastrophique, mais il n'est pas trop tard pour éviter que ce soit encore pire", soutient ainsi Pablo Servigne. Le déclic, le chercheur lui, l'a eu il y a dix ans. Le 30 octobre 2008, plus précisément.

La prise de conscience

Ce jour-là, le chercheur, alors âgé de 30 ans, quitte le monde universitaire après avoir soutenu une thèse sur les mécanismes d'entraide chez les fourmis arboricoles en Guyane. Au même moment, la finance mondiale s'effondre. La banque d'investissement Lehman Brothers fait faillite et entraîne dans sa chute la bourse américaine et toutes les bourses mondiales. L'effondrement, justement, celui de notre monde, une quasi réalité à laquelle le jeune scientifique décide alors de s'attaquer. Pablo Servigne s'engage dans l'éducation populaire, en Belgique.

Il anime, en tant qu'ingénieur agronome, des ateliers et développe un pôle de recherches au sein de l'association Barricade, à Liège. Le chercheur se rend ensuite dans la capitale belge, enchaîne les boulots dans l'économie solidaire et sociale. Il y côtoie les milieux anarchistes, les punks, les squats. Le scientifique découvre également avec enthousiasme le mouvement de la Transition initié par Rob Hopkins, un enseignant anglais en permaculture, dont le livre vient alors de paraître. L'activiste y défend l'idée d'une transition nécessaire et incontournable vers un monde sans pétrole, en suggérant de s'y préparer à travers des actions locales positives. Il trouve, en ce pionnier de l'écologie, un véritable mentor.

De l'effondrement à l'entraide

C'est aussi à cette époque qu'il fait la rencontre de Raphaël Stevens. Tous deux nourrissent l'ambition de changer le monde. "Au début, ça n'a pas été facile, on nous prenait pour des fous. Il a fallu que Pablo Servigne soit invité au Parlement européen, pour qu'on commence à le prendre au sérieux", se souvient cet ingénieur en

biomimétisme de formation spécialiste des questions de résilience. L'ancien ministre de l'Environnement et député européen, Yves Cochet, qui a signé la préface de son premier livre *Nourrir l'Europe en temps de crise : vers des systèmes alimentaires résilients* (Acte Sud, 2014) ne tarit pas d'éloges sur l'homme.

Il a fait la rencontre de Pablo Servigne à l'Institut Momentum, un cercle de réflexion fondé sur le constat que "nous vivons aujourd'hui la fin de la période de la plus grande abondance matérielle jamais connue au cours de l'histoire humaine". C'est également lui qui a invité le chercheur au Parlement européen pour présenter ses travaux. Il se souvient notamment avoir été marqué par le "magnétisme" du scientifique. "Pablo est bibliopathe, un boulimique d'études scientifiques. Au-delà de son bagage universitaire, il porte en lui une flamme. Ce que j'appelle l'intelligence de la jeunesse. Quand il parle, les gens l'écoutent", souligne l'ancien ministre de l'Environnement. Une première étape avant la politique ? Pas à en croire Yves Cochet.

Un mode de vie alternatif

Difficile pourtant, quand on est abreuvé de fictions dystopiques, d'envisager avec sérénité un monde post-effondrement dans lequel l'entraide et la culture des tomates permettraient à l'humanité de survivre. Ses détracteurs lui reprochent son côté gourou. Le scientifique expose, dans la conclusion de son dernier livre, *Un autre fin du monde est possible* (Seuil, 2018), qu'il se considère comme "vivaliste" : un mélange d'entraide, de résilience locale et de retour à la nature qui permettrait l'indépendance alimentaire, notamment grâce à la permaculture - une méthode dont l'objectif est de produire une nourriture saine, sans utiliser de pesticides, d'engrais chimique ou de pétrole.

Cette sagesse pour un monde au bord du gouffre consiste, grosso modo, à tenir ce discours : conscients que nous n'échapperons pas au pire, que quantité d'horreurs et de convulsions s'abattront bientôt sur la planète, cultivons en nous la compassion, l'altruisme. Ce citoyen de souche a choisi d'habiter à la campagne, dans la Drôme, pour ses deux enfants. "On ne voulait pas qu'ils grandissent en ville dans le béton", confiait-il récemment à nos confrères de *20 minutes*. Avec sa compagne, ils ont fait le choix d'acheter un habitat léger. "Maintenant que je publie, je peux demander un peu plus pour mes conférences. Ça me permet de faire moins de conférences et de gagner du temps à la maison pour m'occuper des poules, du potager, des enfants."





LA FIN D'UN MONDE (5/6) - Entre écologie et confort de vie, le paradoxe scandinave

<https://www.lci.fr/planete/la-fin-d-un-monde-5-6-collapsologie-suede-danemark-finlande-norvege-entre-ecologie-environnement-consommation-confort-et-niveau-de-vie-le-paradoxe-scandinave-2104467.html>

PARADOXAL - Régulièrement vantés pour leurs politiques écologiques et leur volontarisme en matière de défense de l'environnement, les pays scandinaves n'en demeurent pas moins de (très) gros consommateurs de ressources. Focus sur le cas de la Suède, un "modèle" pas si exemplaire.

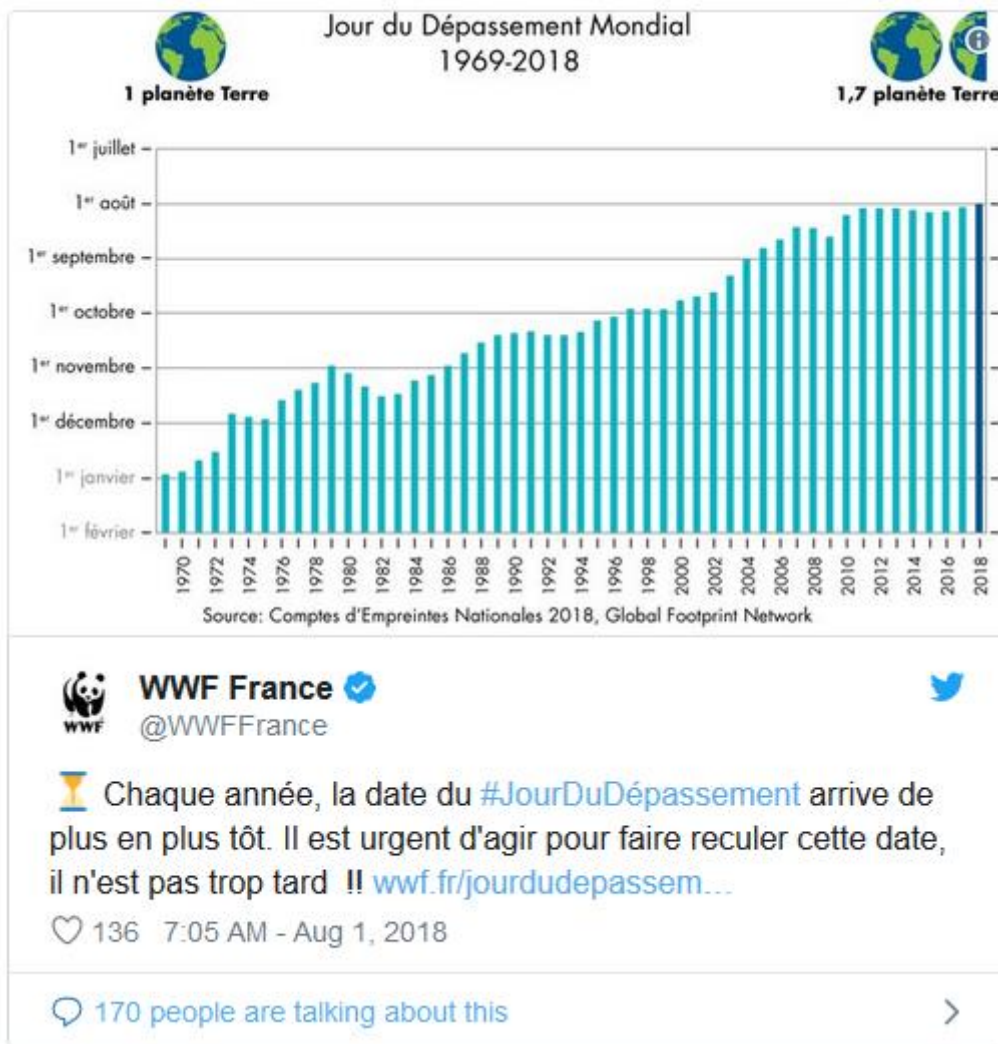
23 nov. 2018 09:01 - Alexandre DECROIX, en Suède

Difficile de faire mieux, en apparence. Alors que la France reste à la traîne en matière de recyclage sur le Vieux continent, la Suède, à l'instar de ces voisins du Nord, ferait rêver tout écolo pratiquant. À Helsingborg, ville du sud du royaume, par exemple, on ne retrouve pas moins d'une dizaine de contenants différents dans chaque local poubelle.

Verre coloré, verre transparent, plastique léger, plastique épais, journaux et magazines, carton, piles, appareils électriques, compost, tout-venant... Impossible (ou presque) de se tromper au moment de trier ses détritux ! Des déchets qui seront ensuite "valorisés" une fois sortis de la benne. Les Suédois affichent, selon Eurostat, un taux de recyclage enviable de près de 50% - contre 25% pour la France -, au-delà de la moyenne de 40% dans l'UE.

Reste que la Suède et ses 10 millions d'habitants, comme les autres pays scandinaves, sont confrontés à un problème de taille : s'ils sont réputés pour leurs politiques volontaristes en faveur de l'environnement, sur le recyclage, donc, mais aussi les énergies vertes - avec plus de 50% de renouvelable, ils devancent largement leurs objectifs de 2030 sur la transition énergétique - ou la préservation de la nature en général, ils n'en demeurent pas moins d'importants consommateurs de ressources. De très gros consommateurs.

En atteste leur position dans le classement de l'ONG américaine Global Footprint Network (GFN), qui dévoile annuellement son désormais célèbre "[jour du dépassement](#)", moment où l'humanité vient à bout de ce que la planète peut lui offrir. Une date fatidique [atteinte le 1er août 2018 cette année](#) au niveau mondial.



Au "sommet" de la consommation de ressources

Danois, Norvégiens, Suédois et Finlandais figurent en effet parmi les mauvais élèves européens, franchissant ce seuil au bout d'un trimestre seulement : le 28 mars au

Danemark, le 4 avril en Suède, le 11 avril en Finlande ou encore le 12 avril en Norvège. En comparaison, le jour du dépassement intervient le 5 mai en France, le 15 mars aux États-Unis ou le 9 février - record absolu - au Qatar.

Pour arriver à ce constat, l'ONG compare l'empreinte écologique d'une population donnée, avec la biocapacité du territoire concerné, c'est à dire l'ensemble de [ses ressources renouvelables](#). Un savant calcul exprimé en "hectares globaux" ("global hectare", gha) dont [le résultat](#) permet d'établir un déficit ou, à l'inverse, un excédent. Parfois [critiqué](#) pour son simplisme, l'indicateur permet toutefois, selon l'ONG, de rendre plus accessibles des données complexes et légèrement indigestes. Mais aussi de mettre en lumière des cas particuliers.



Avec leurs fortes empreintes écologiques par habitants, le Danemark (9e), la Suède (15e), la Finlande (18e) et la Norvège (19e) font partie des plus importants consommateurs de ressources de la planète.

Ainsi, malgré leur propension à consommer (voir la carte ci-dessus), les Suédois présentent une situation [excédentaire](#). Et là réside tout le paradoxe. "Les pays scandinaves sont très riches en biocapacité", nous explique Mathis Wackernagel, président-fondateur de GFN, considéré comme le co-inventeur du concept d'empreinte écologique. "La Suède, par exemple, dispose de nombreuses forêts ([23,9 millions d'hectares, soit plus de 53% du territoire, ndlr](#)) qui, mécaniquement, accroissent ses réserves." Riche de ses terres, la Suède est par ailleurs faiblement peuplée, ce qui augmente, là aussi, les ressources disponibles par habitants.

"Cela pourrait revenir à dire qu'il s'agit d'une très grande ferme. Sauf que, quand on a une très grande ferme, on consomme beaucoup", poursuit-il. "Les Suédois ont des maisons secondaires, des logements bien isolés, mais qui doivent faire face au froid, ils aiment voyager en avion, manger de la viande, vivre confortablement, ils ont de grosses Volvo..." Un inventaire qui n'a rien d'exhaustif mais témoigne de l'étendue du problème.

Des besoins équivalents à quatre planètes Terre

L'exemple automobile a le mérite d'être révélateur. De fait, dans les rues de la plupart des cités du Nord, si vélos et piétons sont visibles de toute part, c'est bien la succession d'imposantes berlines, de breaks, de SUV et d'autres 4x4 qui interpelle. À Helsingborg toujours, il suffit de se promener en ville pour apercevoir, au pied des immeubles en brique typiques, comme des imposantes villas, ces véhicules ô combien énergivores et polluants que les Suédois plébiscitent pour leur confortable robustesse. À en juger par les voitures en circulation ou celles sur les places de parking, les petites citadines n'ont en tout cas pas la cote.

Preuve de ce goût des Nordiques pour les véhicules XXL, la Golf de Volkswagen apparaît comme la voiture la plus légère du top 10 des modèles les plus vendus dans le pays en 2017, d'après le quotidien suédois [Expressen](#). Un classement dominé par le XC60 de Volvo et dans lequel les grosses cylindrées ont la part belle.

EN VIDÉO

Les voitures électriques sont-elles réellement écolo ?



<http://www.tf1.fr/embedframe/210514chuPP3r13588058>

D'après les derniers chiffres officiels, le pays compte au total plus de 11,4 millions de véhicules, dont près de 7 millions de voitures personnelles - dont 61.484 (0,88% du total) sont équipées de moteurs hybrides (46.901) ou complètement électriques (14.583) - pour 4,6 millions de ménages, soit 1,5 voiture par foyer. Rien d'excessif d'un point de vue occidental, d'autant qu'une taxe carbone mise en place dans les années 1990 permet de financer la transition énergétique, mais largement trop néanmoins d'un point de vue global. Et pour cause : si l'ensemble de la population mondiale vivait comme des Suédois, près de quatre planètes Terre seraient nécessaires.

"En Suède, en raison de leur relative abondance, la question des ressources ne fait pas forcément peur. Mais il serait impossible de reproduire ce style de vie à l'échelle de l'humanité", reprend Mathis Wackernagel. Serait-ce le signe d'une forme d'égoïsme des Scandinaves ? D'une sorte d'"autocentrisme" ?

Le président du GFN y voit plutôt un effet de "moral licensing" (ou "self-licensing"), un concept utilisé en psychologie sociale - également appelé "effet de compensation morale" - par lequel un excès de confiance en soi, en ses agissements, entraînerait un tas de mauvais comportements. "Cela revient à dire : 'Puisque je vais au bureau à vélo, je m'autorise à prendre l'avion.' On se donne bonne conscience." Des invraisemblances qui ne datent pas d'hier. Comme l'écrivait déjà au XVIIIe siècle l'auteur anglais Gabriel Harvey, "le vice s'enveloppe dans le manteau de la vertu".

En route vers le "désastre" ?

Bons élèves de prime abord, souvent érigés en modèles "verts", les pays scandinaves se révèlent en fait pas si exemplaires. Et si tout n'est pas à jeter, loin de là, la nature y étant largement choyée, ou du moins considérée, leur façon de fonctionner pousse à s'interroger. **"Est-ce que tout cela va s'arrêter par dessein ou par désastre ?"**, feint de se demander Mathis Wackernagel, avouant d'emblée qu'il penche plutôt pour le désastre.

S'il rejette les injonctions "moralistes", préférant les encouragements aux critiques, l'expert de la durabilité insiste néanmoins sur l'impossibilité de respecter les objectifs de l'accord de Paris pour le climat sans changement radical, en particulier concernant les énergies fossiles, dont il faudrait se passer au plus vite. En tout cas bien avant 2050, date arrêtée lors de la COP 21. "Ignorer ces questions pourrait bien s'avérer fatal. Pas dans l'immédiat mais à long terme."

« Si on veut le bonheur de nos enfants, il faut sérieusement envisager le problème de l'accroissement de la population mondiale » Mathis Wackernagel, président-fondateur de Global Footprint Network

Mais, dès lors, comment s'en sortir ? "Le plus important reste bien entendu que chacun puisse vivre au mieux. Mais produire toujours plus de valeur va devenir difficile", estime Mathis Wackernagel, qui, comme d'autres spécialistes du sujet, plaide pour la prise en compte d'autres référentiels que la seule croissance économique.

Parmi ceux-ci, [l'accroissement de la population mondiale](#) revêt à ses yeux d'une importance capitale. "Si on veut le bonheur de nos enfants, il faut sérieusement envisager le problème. Comment ? Notamment par des investissements en faveur des femmes, afin qu'elles puissent avoir les mêmes chances que les hommes, sans avoir à se soucier de la natalité. C'est une question de préservation." En s'inspirant, cette fois, de la Scandinavie, terre de parité à la pointe en termes de droits des femmes, l'espoir n'est peut-être pas encore perdu...



LA FIN D'UN MONDE (6/6) - "Les électorats n'ont plus la croissance comme imaginaire"

<https://www.lci.fr/planete/la-fin-d-un-monde-6-6-collapsologie-les-electorats-n-ont-plus-la-croissance-comme-imaginaire-2101965.html>

ENTRETIEN - Philosophe, directeur du conseil scientifique de la Fondation pour la nature et l'homme (ex-Fondation Nicolas-Hulot), Dominique Bourg revient pour LCI sur les origines de notre modèle de développement destructeur et entrevoit la manière d'en sortir à temps.

Professeur de philosophie à l'Université de Lausanne et auteur du "Dictionnaire de la pensée écologique", Dominique Bourg est également le directeur du conseil scientifique de la Fondation pour la nature et l'homme (ex-Fondation Nicolas-Hulot). Proche de l'ex-ministre de l'Écologie, Dominique Bourg lui avait conseillé de quitter le gouvernement dès janvier et s'est dit satisfait de sa démission survenue fin août.

Dès 2010, cet opposant au "mythe de la croissance" prévenait : "Arrêtons la farce du développement durable". Dans cet entretien accordé à LCI, il explique pourquoi notre modèle de développement fondé sur l'extraction des ressources naturelles a pour issue la fin de la croissance, et pourquoi il est nécessaire de s'y préparer collectivement.

LCI : Vous avez dit avoir cru un moment au "en même temps" de Macron appliqué à l'écologie. Vous avez dit qu'il était nécessaire d'entamer "un changement de fond qui prendrait en compte les enjeux écologiques sans ruiner

ou déstabiliser notre pays". Pensez-vous qu'il est encore possible préserver tous les intérêts en même temps ?

Je pense qu'il n'y a pas de réponse simple à cette question. Pour s'engager sur une civilisation décarbonée, dans laquelle les flux de matières - qui sous-tendent l'activité économique - se réduisent drastiquement, les premiers pas exigent un financement massif. Il faut par exemple changer les infrastructures. Cette première phase débouche donc sur de l'emploi, et sur une croissance du PIB mais pour un temps limité. Dans ce premier temps, on fournit au système sa drogue et on continue à faire avancer la machine.

À quoi ressemblerait concrètement cette transition ?

Pour réduire de 45% en dix ans les émissions de gaz à effet de serre, comme le préconise le Giec pour rester en deçà d'un réchauffement de 1,5°C, on sait comment faire. Pour cela, Jean Jouzel et Pierre Larrourou ont proposé le Plan finance-climat, qui entraînera en premier lieu de l'emploi et du PIB. Il faut ensuite mettre en place une stratégie d'économie circulaire. C'est ce que nous avons proposé au ministère de l'Écologie en janvier avec la Fondation Hulot et d'autres organisations. Cette stratégie incluait par exemple un système de TVA circulaire, dans lequel la TVA est abaissée pour les produits qui génèrent le moins d'externalités négatives. Ce plan ne détruit pas la machine économique. Il l'oriente vers un fonctionnement nouveau. Une fois que vous avez atteint cette première marche, les suivantes se dessinent. Mais il n'y a aucun doute sur la suite : ce qui nous attend au bout du compte, c'est une réduction des flux de matières et des flux d'énergie.

Comment expliquez-vous à des non-spécialistes la nécessité de diminuer drastiquement la consommation d'énergie ?

Produire toujours plus implique d'augmenter les flux de matière et les flux d'énergie, donc les émissions de CO2. Ces émissions de gaz à effet de serre ont augmenté de nouveau l'année dernière, de 2% dans le monde et de 3,6% en France. Et depuis 2000, en raison de l'émergence d'une classe moyenne dans les pays émergents, les flux de matières dans le monde croissent encore plus vite que le PIB.

Que dites-vous à ceux qui voient dans les énergies renouvelables ou le recyclage des solutions pour produire plus tout en réchauffant moins la planète ?

Il faut qu'ils m'expliquent comment ils comptent construire, sans pétrole ou sans charbon, suffisamment de panneaux solaires, d'éoliennes, de barrages, ou toute autre forme d'installation produisant de l'électricité. Jusqu'à maintenant nous avons empilé les sources d'énergie. Produire des installations de production électrique avec quasi exclusivement de l'électricité (et un peu de gaz naturel), ce n'est pas la même chose

que les produire en s'adossant à un pétrole abondant. Nous allons au-devant d'un sérieux problème. Un monde qui consomme autant d'énergie que le nôtre court à sa perte. Le recyclage bute contre le même problème : avec un taux de croissance supérieur à 1%, les matières recyclées après des années d'utilisation ne représentent qu'une petite partie des besoins nouveaux, parce qu'entre-temps la consommation et la production ont augmenté. Par exemple, tout le fer et l'acier recyclé au XXe siècle ne représente que 5% de la ressource consommée. Le taux de croissance de l'utilisation des métaux est de 3,8% par an ces dernières décennies. Or, avec un taux de croissance de 3% par an, la consommation double en 19 ans. Ce que les gens n'ont pas compris, c'est que la première exigence d'une économie circulaire est de réduire ce qui entre dans la machine économique, donc la production et la consommation.

EN VIDÉO

VIDÉO - Recyclage du plastique : l'Hexagone mauvaise élève



www.tf1.fr/embedframe/287888chuPP3r13572791

Avant, notre problème, c'était que les grands problèmes globaux n'étaient pas accessibles à nos sens. C'est fini..Dominique Bourg

Comment convaincre des électeurs de voter pour une société où ils abandonnent une partie de leur confort matériel ?

Comme je l'expliquais, la première phase n'est pas si difficile à vendre, car elle nécessite des investissements qui créent de la croissance. Pour la deuxième phase, c'est plus compliqué, mais les gens comprennent déjà qu'on n'est plus dans les 30 Glorieuses. Le progrès technique et économique engendre plus d'angoisse que de bien-être, et tout le monde s'en aperçoit.

Il y a quelques années, vous faisiez pourtant le constat que les gens s'en fichaient. Ce n'est plus le cas ?

Je ne pense pas. Regardez les manifestations du 8 septembre : 100.000 à 150.000 personnes ont manifesté pour la défense de l'environnement. C'est énorme. Avant on arrivait à peine à quelques milliers. Les sociologues nous disent par ailleurs que ce ne sont pas les écolos habituels, mais des gens lambda, qui n'ont pas l'habitude de manifester.

Qu'est ce qui a changé pour que le grand public s'y intéresse ?

Avant, notre problème, c'était que les grands problèmes globaux n'étaient pas accessibles à nos sens. C'est fini. Maintenant, la météo nous dit que la canicule, ce n'est plus seulement en France, mais dans tout l'hémisphère nord. Plusieurs personnes m'ont dit que la dernière canicule les avait paniqués. C'est la même chose pour les précipitations, qui deviennent complètement folles aux États-Unis, au Japon, et même à Lausanne. On a eu peur, et ça veut dire quelque chose. Tout devient sensible aux yeux des gens.

Nous sortons d'un mode de pensée vieux de plusieurs siècles, qui commande à l'homme de s'arracher en permanence à la nature, considérée comme une masse inerte. Dominique Bourg

Si tout le monde est conscient du problème, quel est l'intérêt des rapports du Giec ?

L'intérêt du dernier rapport du Giec n'est pas de montrer comment on peut limiter le réchauffement à 1,5°C, car je pense qu'on n'y arrivera pas. Mais ce rapport permettra de dire aux gouvernants : "Vous saviez", et de les poursuivre en justice. Il y a de nombreuses procédures judiciaires en cours dans le monde. Maintenant que les gens commencent à voir concrètement les effets du réchauffement, tout change. L'étape suivante, c'est l'affaiblissement de nos capacités alimentaires, et les risques sanitaires liés à la chaleur. **Le thème de l'effondrement se répand comme une traînée de poudre en France. L'imaginaire des gens est en train de changer**, par l'effet des projets effrayants des Gafa, des rapports du Giec, de la démission d'Hulot ou des événements climatiques actuels.

Si les mentalités changent, n'est-ce pas aussi grâce aux initiatives de certains, comme l'astrophysicien Aurélien Barrau et sa stratégie assumée d'"envahissement de l'espace médiatique" ?

Sa stratégie est très efficace, il est excellent. À l'aide de son aura de scientifique, il a réussi à faire quelque chose.

L'enjeu pour les écologistes désormais n'est-il pas de parler directement à l'opinion au lieu de continuer à conseiller le pouvoir ?

Personnellement, j'ai joué mon rôle de conseiller du pouvoir, j'ai fait de nombreuses propositions. Comme on peut le constater, le résultat est assez faible. Stratégiquement, nous sommes dans une période clé, donc il faut batailler d'une autre manière.

EN VIDÉO

VIDÉO - Écologie : les YouTubeurs appellent à agir



DIRECT PRÉVISION DE CROISSANCE MONDIALE
EN 2018
Source : OCDE

3,7%

+ 7,7% pour l'Inde
+ 6,7% pour la Chine

08.30
L'INTERVIEW
POLITIQUE

COUP DE FROID SUR LA CROISSANCE MONDIALE

00:00 | 02:00

<http://www.tf1.fr/embedframe/305355chuPP3r13582887>

Pensez-vous que tous les intellectuels doivent sensibiliser l'opinion pour que celle-ci fasse pression sur le pouvoir ?

Il faut qu'il y ait une synergie. Cette action politique n'a de sens que si la communauté scientifique continue à faire son boulot, que si des activistes continuent des actions juridiques, que si des zadistes montrent que la conscience doit parfois conduire à bloquer des projets débilés.

Comment expliquer la lenteur de la prise de conscience écologique ?

Nous sortons d'un mode de pensée vieux de plusieurs siècles, qui commande à l'homme de s'arracher en permanence à la nature, considérée comme une masse inerte. C'est le paradigme de la modernité, que veulent perpétuer les transhumanistes. Cette pensée est mise à mal par les connaissances les plus récentes qui nous font repenser l'économie en fonction du vivant. L'intérêt envers le bien-être animal participe aussi de ce mouvement de reprise de conscience de la relation entre notre communauté et le reste du vivant. C'est ce que Jacques Ellul et Bernard Charbonneau ont appelé, peut-être trop tôt, la "force révolutionnaire du sentiment de la nature". C'est un mouvement lent, puissant, auquel l'action politique va finir par se connecter.

« Les gens comprennent désormais que la consommation ne va plus les rendre heureux. Le décrochage s'est déjà opéré ». Dominique Bourg

Ne pensez-vous pas que les humains désireront toujours avoir plus ?

Ce désir d'abondance n'est pas universel, et il est récent. Il date de l'avènement de la pensée moderne et a plusieurs racines. Prenons les guerres de religion : on s'est aperçu qu'en raison de ces guerres, il ne pouvait pas y avoir de finalité commune dans une société et que la seule finalité possible devenait l'accumulation de biens matériels. Tout ce qu'on appelle la "philosophie du contrat" est basé là-dessus, et c'est ce qui a permis l'essor du capitalisme. Pour moi, le capitalisme est issu d'un changement du sens de la richesse. Avant, être riche c'était posséder autrui. Puis, ce fut posséder des objets. Dans un superbe article, André Gorz rappelait la difficulté qu'ont eue les premiers capitaines d'industrie du XVI^e siècle à faire travailler plus les paysans. Ces derniers n'allaient jamais dans une maison de riche, ils ne recevaient pas de publicité. Il y avait une norme sur le suffisant, nos besoins fondamentaux. **Ce que voulaient ces gens, ce n'était pas gagner plus, c'était travailler moins.** Le désir d'accumulation n'est donc pas une nécessité anthropologique. Pendant des millénaires, **la sagesse consistait à se contenir matériellement afin de s'épanouir dans le domaine moral et spirituel.**

Mais si ce désir n'est pas immuable, il reste malgré tout profondément ancré, non ?

Aujourd'hui, les gens voient très bien que la croissance du PIB ne débouche plus sur du bonheur, comme c'était le cas pendant les 30 Glorieuses. D'où l'essor des mouvements de "déconsommation". Ce n'est pas encore très développé, mais je pense qu'ils comprennent désormais que la consommation ne va plus les rendre heureux. Le décrochage s'est déjà opéré.

EN VIDÉO

VIDÉO - L'économie mondiale aurait atteint son pic de croissance

Vidéo manquante

Pourtant, le taux de croissance reste encore l'alpha et l'oméga de l'action politique.

Oui. Le référentiel des 30 Glorieuses est toujours présent, et c'est effrayant. Les responsables politiques ont 40 ans de retard.

Mais ils se font élire en s'engageant à rétablir la croissance.

Plus vraiment. Ceux qui se font élire aujourd'hui sont des gens haineux, qui veulent mettre en l'air tout le système : Trump, Salvini, Le Pen, Bolsonaro... En Bavière, la CSU alliée à Merkel risque de perdre 15 points aux prochaines élections, alors qu'il y a 3% de chômage [la CSU a finalement perdu 10 points]. Le gouvernement social-démocrate de République Tchèque a perdu les élections à cause de la question migratoire, alors qu'il n'y a quasiment aucun migrant là-bas. Cette vague folle montre selon moi que les électors n'ont plus la croissance comme imaginaire.

« Les grandes dégradations ont déjà démarré » Dominique Bourg

Comment parler à ces électeurs ?

Les gens votent parce qu'ils ont peur des immigrés. Il faudrait leur dire que s'ils perpétuent cette société consumériste, ils ne feront pas face à 1 million d'immigrés, mais à la guerre et des centaines de millions d'immigrés. Allons sur leur terrain et disons-leur que s'ils étaient cohérents avec eux-mêmes, ils commenceraient par rendre la société plus écologique avant de construire des barrières.

On vous croirait presque optimiste.

Je ne sais pas s'il faut parler d'optimisme ou de pessimisme, mais on a toutes les raisons de croire que l'effondrement se rapproche. Les grandes dégradations ont déjà démarré, et l'actualité internationale montre qu'on se situe déjà dans une période de destruction de l'héritage démocratique. Les décennies à venir seront très difficiles et toutes ces difficultés vont s'accumuler sur des populations qui ont été habituées à des modes de vies plus agréables. Ça ne sera pas simple. Mais l'humanité ne peut durer

que si elle se réforme, et ce changement de civilisation doit nous amener à conserver le meilleur de la civilisation passée.

<https://www.lci.fr/sujet/la-fin-d-un-monde-notre-planete-face-au-peril-environnemental/>